

... PASCAL LAMY

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMC

« Pour trouver une régulation mondiale durable, il faut s'entendre sur une plate-forme commune de valeurs. »



PROPOS RECUEILLIS PAR
ERIC LE BOUCHER

Enjeux Les Echos – On parle en France de mettre des barrières aux frontières, voire de démondialisation. Concrètement, comment se porte la mondialisation ?

Pascal Lamy – Les chiffres montrent que l'échange international continue à croître davantage que les économies. En 2009, on a observé une chute du commerce international de 12%, puis un fort rebond de 14% dès 2010. En 2011, on sera entre 5 et 6% pour une économie mondiale en croissance de 3%. Pour cette année, si le PIB mondial gagne 2,5%, le commerce international devrait croître de 4 à 5%. La tendance se poursuit malgré l'inflexion due à la crise.

Est-ce un infléchissement durable ? Sommes-nous entrés dans une nouvelle ère ?

P. L. – Je ne crois pas. La tendance à davantage de division internationale du travail accrue va se poursuivre. Pourquoi ? Parce que les quatre facteurs à l'origine de la mondialisation des échanges sont là. La croissance d'abord : elle reste forte dans les pays en développement. La

technologie ensuite : elle réduit la distance, révolutionne la logistique des chaînes de production. Troisième facteur : les politiques commerciales qui, depuis cinquante ans, ont poussé dans le sens de l'ouverture des échanges et qui continuent. La crise a incité quelques pays à prendre des mesures restrictives mais tout bien considéré, elles n'ont concerné que 1% des échanges mondiaux. Le protectionnisme reste, à ce stade, très marginal. Seul le dernier facteur, la finance, devrait agir comme frein. Donc, au total, la spécialisation des pays va continuer de s'intensifier.

Une mondialisation irrésistible ?

P. L. — Autrefois, on produisait dans les mêmes pays tous les éléments d'une voiture. Aujourd'hui, cette fabrication est éclatée dans un ensemble complexe. On produit des composants dans différents pays, puis il y a des allers-retours de pièces semi-assemblées avant que le montage final soit réalisé quelque part ailleurs. Cette révolution permet à des économies modestes, à des pays en développement, de participer à la chaîne globale et de s'intégrer dans la mondialisation. La Malaisie, qui a des plantations d'hévéas, peut se spécialiser dans les fabrications de caoutchouc.

Les Français qui rêvent d'un changement de route s'illusionnent donc ?

P. L. — Qu'on arrête avec ce cliché bien français qui veut que l'Europe soit une victime de la mondialisation. C'est inexact. Le solde extérieur industriel de l'Union a été multiplié par trois en dix ans. Elle s'en sort mieux en part de marché mondial que les Etats-Unis ou que le Japon.

Mais c'est grâce aux succès allemands. Si on les soustrait, l'Europe chute...

P. L. — D'abord, il n'y a pas que l'Allemagne. C'est vrai aussi de la moitié des autres pays européens. Et cela prouve que les succès, comme vous dites, ne viennent pas de la mondialisation en tant que telle, mais de la politique que mène, ou ne mène pas, chaque pays. De même pour l'autre refrain qu'on entend en France selon lequel l'Europe est une grande naïve en ouvrant ingénument ses frontières à tout-va. C'est tout aussi inexact ! Les frontières européennes ne sont ni plus ni moins poreuses que celles des pays

développés comparables. Les problèmes sont internes à l'Europe : son endettement, sa croissance molle, son chômage destructeur, la spécialisation insuffisante de certains pays comme par exemple la France, trop moyenne gamme.

La Chine, entrée il y a dix ans dans l'OMC, est la première bénéficiaire de la mondialisation. Fait-elle bien sa part du travail d'ouverture de son marché ?

P. L. — Le succès de la Chine ne vient pas des salaires. Il faut aussi prendre en compte la productivité et multiplier les deux. Si en Chine, les salaires sont quatre fois moins élevés qu'en France, la productivité y est aussi quatre fois moindre. L'origine de la mondialisation réside principalement dans la diversification des avantages comparatifs. Nous vivons sous un régime ricardoschumpétérien : de David Ricardo, on retient que l'efficacité vient d'une division internationale du travail de plus en plus approfondie ; de Joseph Schumpeter, on apprend que ce processus est en perpétuel renouvellement, c'est la destruction créatrice. Cette destruction-création pose la question politique de l'adaptation : réussie par certains et manquée par d'autres. Nous sommes loin des salaires chinois.

L'entrée de la Chine à l'OMC, tout le monde y a gagné. A-t-elle appliqué les règles ? Dans l'ensemble, oui. Elle se conforme aux obligations auxquelles elle a souscrit en entrant. Pour l'instant, elle a eu dix procès à l'OMC : elle en a gagné cinq et perdu cinq. C'est presque dans la moyenne des autres. Maintenant est-ce que les règles de l'OMC couvrent tous les aspects du commerce ? La réponse est non. Mais nous sortons ici de ses attributions, telles que ses membres les ont

BIOGRAPHIE

Pascal Lamy, né en 1947 (HEC, Sciences Po, ENA), a été directeur adjoint du cabinet de Jacques Delors (ministre de l'Economie), puis de Pierre Mauroy (Premier ministre), directeur de celui de Jacques Delors, président de la Commission européenne, puis commissaire européen au Commerce international. Depuis 2005, il est directeur général de l'OMC.

décidées jusqu'à présent. Exemple : le régime des investissements ou la corruption.

Vous dites que la mondialisation va continuer mais les négociations du cycle de Doha ont échoué. Pourquoi ?

P. L. — La raison essentielle tient au basculement géopolitique. Hier, les pays développés négociaient entre eux des échanges type Gatt sur la base de la réciprocité et en faisaient bénéficier les autres, les pays plus pauvres.

Les frontières européennes ne sont ni plus ni moins poreuses que celles des pays développés comparables. Les problèmes sont internes à l'Europe.

Aujourd'hui, le système achoppe sur la question de savoir si les émergents ont émergé, s'ils sont des riches avec beaucoup de pauvres – ce que pensent les Etats-Unis – ou des pauvres avec beaucoup de riches – ce que pense la Chine. Selon le côté

où l'on se place, on a une vision différente des responsabilités des uns et des autres. S'ils ont émergé, alors la négociation doit être comme entre des riches, sur la base de la réciprocité. S'ils sont en développement, alors la réciprocité complète est injuste.

Où se situe la Chine ?

P. L. — Entre les deux. Mais je rappelle que la Chine a adhéré tard à l'OMC, il y a dix ans, et qu'elle a payé son entrée par un fort abaissement de ses barrières douanières. Le tarif (droit de douane) moyen plafond est de 9%, assez proche de celui des pays riches de 4 à 5%, alors qu'il est en Inde de l'ordre de 40% et au Brésil de 35%.

Comment voyez-vous le commerce international et, plus largement, le monde tel qu'il vient ?

P. L. — La crise ne marquera pas de changement de direction, même si des inflexions apparaîtront ici ou là. Les quatre facteurs dont je parlais, l'essentiel étant le progrès technologique, continueront de nous entraîner. En face, la gouvernance reste inchangée, bloquée au niveau des nations. Elle demeure locale, donc trop impuissante pour maîtriser les évolutions globales. La destruction-création schumpétérienne devrait normalement imposer une accélération des changements. Mais l'énergie manque. On

assiste à une discordance entre le monde politique et le monde de l'économie. Ce n'est pas que le premier se soit rendu esclave du second, mais cette discordance explique les turbulences sociales. La mondialisation a ses vertus mais aussi ses travers : elle génère ce que l'universitaire britannique Guy Standing a appelé le précariat. Au XIX^e siècle, la globalisation avait engendré le prolétariat, celle-ci accouche du précariat. Tout devient précaire et s'oppose à la stabilité d'avant. D'où le stress de beaucoup.

Mais si la globalisation va trop vite pour les peuples, pourquoi ne pas la ralentir ?

P. L. — C'est du luddisme, du nom de ce mouvement qui voulait casser les métiers à tisser en les considérant comme néfastes pour l'emploi. Ralentir l'arrivée des machines est la mauvaise solution ; la bonne est d'accepter les machines mais de créer un rapport de force favorable à ceux qui les font tourner. Un mouvement syndical en quelque sorte.

Est-ce possible ? Beaucoup aujourd'hui ont le sentiment d'un dumping social interminable. Accepter un bout, c'est tout perdre...

P. L. — En France ! Si vous allez en Suède, pays où le système social reste, que je sache, développé, vous n'entendez pas ce son de cloche. Pourquoi ? Parce qu'ils ont un système politique efficace, un bon dialogue entre les syndicats et le patronat, une école qui fonctionne bien, etc. Les Suédois n'ont pas le sentiment de tout perdre ! C'est la même chose pour les Néo-Zélandais, les Canadiens, les Singapouriens.

Ce ne sont pas de « grands » pays...

P. L. — C'est vrai. C'est l'effet canoë : dans une petite embarcation, personne ne peut en faire à sa guise, sinon l'embarcation se renverse. Mais pour autant, les grandes tailles ont aussi des avantages, ceux de l'influence sur l'édiction de normes, sur une norme de téléphone ou sur un standard social. La vision française est étrangement distordue. On ne peut pas imputer toutes les difficultés



de la France aux insuffisances de la régulation du commerce mondial, aussi imparfaite soit-elle encore. L'essentiel de ces difficultés provient de la France elle-même.

La mondialisation est-elle anti-démocratique ? D'abord à cause de la marchandisation ?

P. L. — La marchandisation est une réalité dont on peut regretter les excès. Mais en parallèle, il n'y a jamais eu autant de philanthropie ou d'engagements caritatifs. Le non-marchand n'a pas disparu, au contraire, il se développe dans les services. La marchandisation a créé des richesses et libéré du temps pour les activités du don. De nouveaux équilibres se cherchent.

Autre raison du doute sur l'avenir des démocraties, le basculement vers l'Asie...

P. L. — Il n'y a jamais eu autant de démocraties dans le monde. Il y a sur Terre de moins en moins de pauvres, de moins en moins de guerres et de plus en plus de démocraties. On peut nuancer, parler de guerres locales sauvages, d'inégalités croissantes, c'est vrai. Nous sommes confrontés à des systèmes qui ne viennent pas de la matrice des Lumières. L'Asie dépend plus du confucianisme, auquel

on ne s'intéresse pas en Europe, et développe une attirance pour une organisation qui ne relève pas de Montesquieu. L'Afrique est le lieu de confrontation de ces attirances : la démocratie à l'occidentale y fonctionne mal, sauf exception. Le modèle « Lee Kuan Yew » [Premier ministre de Singapour de 1959 à 1990, NDLR] paraît plus efficace à beaucoup pour assurer le développement.

Est-ce irrémédiable ? La démocratie européenne a-t-elle perdu la main ?

P. L. — Je pense fondamentalement que non. Les systèmes libres sont les plus créatifs. Et Amartya Sen a raison : le meilleur moyen de réduire la pauvreté est de promouvoir la démocratie. C'est vrai aussi pour les inégalités sociales. Et pour la liberté. Le meilleur moyen de ne pas stresser les individus est de leur permettre d'exprimer ce stress. Mais nous nous heurtons à des différences. Les Européens sont idéalistes : on remplace

La discordance entre le monde politique et le monde économique explique les turbulences sociales et, entre autres, l'émergence du précariat.

le roi par le principe égalitaire. Les Chinois sont pragmatiques : est-ce que la démocratie fonctionne mieux ? Essayons, expérimentons et on verra. Pour tracer le monde qui vient, pour trouver une régulation mondiale durable, il faut trouver

une plate-forme commune de valeurs. Nous manquons d'une anthropologie de la mondialisation. Le darwinisme économique fait-il sens pour d'autres civilisations ? Nous ne connaissons pas assez les us et coutumes des autres. Beaucoup de nos représentations occidentales dépendent des idées chrétiennes, du monde idéal. Il faut trouver d'autres valeurs que celles qui convergent dans la proximité. Ou bien inventer de nouvelles proximités, par exemple via les réseaux sociaux. Il faut ensuite construire des solidarités qui ne se développent que dans des communautés. Comment faire une communauté dans une société planétaire ? Voilà le défi du monde de demain. ■